

Le tourisme international dans les relations Nord-Sud Perspectives territoriales et géopolitiques

Georges Cazes

Volume 13, numéro 2, été 1994

Regards sur le tourisme dans les pays en développement

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1077756ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1077756ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0712-8657 (imprimé)

1923-2705 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Cazes, G. (1994). Le tourisme international dans les relations Nord-Sud : perspectives territoriales et géopolitiques. *Téoros*, 13(2), 8–11.
<https://doi.org/10.7202/1077756ar>

Le tourisme international dans les relations Nord-Sud

Perspectives territoriales et géopolitiques

Georges Cazes*

La crise du Golfe et de nombreux événements ultérieurs (Égypte, ex-Yougoslavie, Turquie, Algérie, etc.) ont dramatiquement mis en lumière les effets immédiats et redoutables des événements politiques, diplomatiques et militaires sur la situation touristique internationale. Elles ont notamment démontré - une fois encore - l'extrême volatilité de cette activité et l'hypersensibilité de la demande à des situations réelles... ou supposées: le ralentissement de fréquentation a non seulement touché les *pays de la ligne de front* du Moyen-Orient - ce qui est parfaitement compréhensible - mais aussi - ce qui l'est beaucoup moins - l'ensemble du Bassin méditerranéen et des Pays arabes et même diverses destinations de l'Europe du Nord-Ouest! Il est aujourd'hui très prématuré de prétendre dresser un bilan indiscutable de cette crise et de ses différents effets mais au-delà des proclamations conjoncturelles et allègrement contradictoires dont la presse professionnelle s'est largement fait l'écho, elle illustre remarquablement les enjeux et les incertitudes des relations touristiques Nord-Sud.

La manière d'apprécier ces relations touristiques diffère profondément selon le lieu où est réalisée l'observation, et une même réalité peut apparaître sous des éclairages profondément dissemblables: le flux Nord-Sud, des pays développés vers le Tiers-Monde, reste marginal et d'une importance économique réduite du point de vue des grands pays émetteurs industriels alors qu'il est fréquemment décisif, non seulement commercialement mais aussi socialement et politiquement, dans bon nombre d'économies en voie de développement qui y ont attaché beaucoup d'espoirs. L'analyse scientifique, trop souvent réalisée à partir du *Nord* - et avec ses présupposés - a malencontreusement contribué à occulter la face *Sud* de cette double réalité qu'il nous paraît nécessaire de réhabiliter et de privilégier clairement.

Enfin, sans entrer dans des débats interminables et quelque peu byzantins sur les limites entre les deux mondes, il est évident

que la commode métaphore spatiale Nord-Sud manque singulièrement de précision et de rigueur, ce qui rend extrêmement périlleux tout exercice d'évaluation statistique. Et ceci tout particulièrement dans le domaine touristique où la terminologie et la statistique pèchent par hétérogénéité et par confusion et où, de fait, le *Sud* commence aux portes mêmes du *Nord*, dans les zones rurales périphériques des grandes conurbations urbano-industrielles! Le *tourisme des méridiens*, gouverné par le tropisme solaire, modèle la partie majoritaire des flux, tant domestiques qu'internationaux; ceci donne à la métaphore Nord-Sud à la fois beaucoup de pertinence et d'imprécision...

Le tourisme international, figure majeure et emblématique du binôme Nord-Sud

C'est ici qu'il importe le plus, sans doute, de se placer résolument du point de vue des pays sous-développés pour comprendre l'ampleur des enjeux, économiques et géopolitiques, que le tourisme révèle et met en oeuvre. Parmi les manifestations et preuves multiples qui pourraient aisément et classiquement en être répertoriées, il paraît essentiel de mettre en évidence :

- la nature originale du tourisme qui est infiniment plus qu'un échange commercial et un flux économique mais qui est surtout une vaste *opération de mise en circulation des corps* (J. Viard), de rencontre massive d'individus et de sociétés : vers le Tiers-Monde *lato sensu*, se dirige chaque année un énorme courant de l'ordre de 120 millions de visites touristiques internationales (sur un total de 500 millions en 1993), engendrées pour les quatre-cinquièmes par les pays du Nord développé, ce qui ne peut, à l'évidence, se produire sans perturbation!;
- la puissante affirmation de l'importance économique du secteur: les flux domestiques et internationaux auraient produit 1500 et 2500 milliards de dollars, selon diverses sources d'évaluation (une moyenne de 2000 milliards équivaut à 12 % du PNB mondial; l'OMT évalue cette part à

* Monsieur Georges Cazes est professeur à l'Université Paris I - Panthéon-Sorbonne et directeur de l'équipe de recherche «Tourisme-Développement».

- 9,5 % en 1990) dont le seul tourisme international a fourni près de 300 milliards en 1993, soit près de 7 % des recettes mondiales d'exportations de biens et de services (contre 5 % quinze ans plus tôt) et 18 % des exportations d'invisibles; l'activité touristique mondiale emploie un travailleur sur 20 (74 millions de postes, dont 33 millions dans les pays en développement, selon les estimations de l'OMT);
- l'impact particulier des revenus touristiques dans les pays en voie de développement: au Sud, les recettes apportées par les visiteurs étrangers (25 % à 33 % du total mondial, selon les méthodes d'évaluation et de délimitation du Tiers-Monde, pour 23 % à 29 % des arrivées totales) sont au moins équivalentes aux apports annuels de l'Aide publique au développement (soit une moyenne de 50 à 60 milliards de dollars au cours des années récentes); dans treize destinations nationales considérées - toutes relevant du Tiers-Monde et majoritairement insulaires - ces recettes représentent plus de 100 % des recettes d'exportations de biens (jusqu'à 1410 % aux Bermudes!) et plus de 20 % du PNB (jusqu'à 91 % à Antigua!); dans quelques grands pays touristiques du Sud, moins exigus et plus pertinents donc à observer (Tunisie, Maroc, Kenya, Turquie, Égypte, Thaïlande, Mexique), la part des exportations oscille de 20 % à 53 % et celle du PNB de 4 % à 13 %;
 - l'opposition très nette de deux rythmes d'évolution, observable sans changement majeur depuis deux décennies environ: d'un côté, le groupe du Nord toujours largement prédominant au niveau mondial mais progressant lentement au point dans certains cas (Europe) de perdre des parts de marché, de l'autre côté, les pays du Sud, partis de très bas mais progressant à un rythme, en moyenne, deux à trois fois plus rapide que la moyenne mondiale. Cette affirmation touristique du Sud - trop longtemps masquée par la seule observation des grandes masses - est un phénomène majeur, d'autant plus remarquable que le tourisme international a très sensiblement ralenti son rythme de progression, de 11 % en moyenne annuelle pendant la décennie 1950-1960 à 9 % entre 1960 et 1970, 6 % entre 1970 et 1980, 3,5 % entre 1980 et

1990: en 1970, un touriste sur six se dirigeait vers une destination du Tiers-Monde, vingt ans plus tard, le rapport frôle un sur trois! À défaut de pouvoir entrer ici dans le détail territorial de cette évolution, il faut au minimum souligner l'ambiguïté de remarques trop globales: en fait, 75 % des arrivées et 80 % des recettes supplémentaires enregistrées au titre du Sud pendant la dernière décennie ont été fournies par la seule zone *Asie de l'Est-Pacifique* dont l'émergence - dans ce domaine également - est fort impressionnante; les autres ensembles continentaux considérés, soit reculent (Moyen-Orient), soit stagne (Amérique latine - Antilles, Asie du Sud), soit progressent plus lentement (Afrique). Plus que d'une distribution uniforme sur l'ensemble des destinations du Sud, il s'agit ici de l'affirmation spectaculaire d'un nouveau *bassin touristique* régional, d'une troisième *Méditerranée* (G. Trigano parle de *lacs de vacances*) après celle de l'Europe et de la Caraïbe, plus tôt développées dans la périphérie immédiate des grands foyers émetteurs traditionnels; le doublement des sorties touristiques japonaises en moins d'une décennie - vigoureusement incité par la politique gouvernementale - est, à l'évidence, l'un des principaux facteurs explicatifs de cette *envolée asiato-pacifique*;

- la consécration géopolitique récente et réitérée de la dimension touristique des relations internationales: au-delà des accords bilatéraux nombreux et classiques entre pays émetteurs et récepteurs - donnant naissance à des fuseaux d'échange et à des périmètres d'influence très semblables aux grandes zones monétaires - on relèvera surtout l'intérêt nouveau montré pour l'activité touristique par les accords de Lomé IV (couvrant la période 1990-2000) pour les pays ACP, par les nouvelles négociations du GATT en 1990-1991 ou par la dernière conférence de la CNUCED. C'est moins en termes d'assistance - comme le pratiqua activement la BIRD au début de la décennie 1970 avant de se désengager tout aussi nettement... - que d'interdépendance commerciale que ces relations touristiques Nord-Sud sont désormais conçues et pratiquées, gagnant ainsi en crédibilité ce qu'elles ont peut-être perdu en moyens opérationnels...

Le tourisme, dernier recours dans la «chasse aux devises»

Sur ce thème largement connu du *mirage* ou du *leurre* des devises d'origine touristique dans le Tiers-Monde - ce qui n'en réduit pas pour autant, on doit le relever, leur frénétique recherche - quelques pistes d'analyse, tentant de sortir des sentiers battus, nous paraissent mériter d'être particulièrement ouvertes et explorées :

- *le tourisme international comme providentiel redistributeur de ressources du Nord vers le Sud*. Si la constatation est indiscutable et très positive (à la suite de calculs malaisés, on a pu faire apparaître qu'une somme de 44 800 millions de dollars US s'est inscrite en bénéfice pour le monde en voie de développement en 1987-1988, dont 25 600 millions pour la seule Europe méditerranéenne, et donc en déficit pour le monde développé dont 21 200 millions pour la zone européenne, elle doit être soigneusement dépouillée des illusions qui, trop souvent, l'accompagnent: la distribution géographique est rien moins qu'équilibrée, la concurrence - surtout dans les périodes de crise - ne tourne pas à l'avantage des déplacements à long rayon, le coût de mise sur le marché de biens en apparence aussi disponibles et inépuisables que le soleil, la mer ou les paysages n'est pas négligeable mais, au contraire, très lourd, à la limite du supportable pour les pays en développement;
- *le tourisme international comme élément majeur de compensation et de rééquilibrage des échanges extérieurs*. Dans un contexte difficile marqué par l'aggravation des déficits extérieurs et de la charge du service annuel de la dette dans une majorité de pays du Sud, le tourisme s'est fréquemment imposé comme l'une des principales ressources d'exportation, l'une des moins fluctuantes malgré les apparences, l'une des plus profitables pour l'avenir: au cours de la période 1975-1988, les ressources brutes qu'il apporte annuellement se sont ainsi haussées de 3,2 % à 20 % du PNB en Jamaïque, de 15 % à 68 % à Sainte-Lucie, de 5,6 % à 20 % à Chypre, de 50 % à 92 % à Antigua, de 2,1 % à 13,1 % en République Dominicaine, de 2,8 % à 4,9 % au Kenya, de 1,2 % à 5,7 % en Thaïlande, pour se limiter à ces exemples significatifs. Si le tourisme à destination du

Tiers-Monde est parfois négligé dans les pays émetteurs nantis, il est à l'inverse devenu quasi-obsessionnel dans les pays candidats à sa réception où il est fréquemment considéré - signe d'honneur et d'indignité combinés! - comme un heureux palliatif, une sorte de recours ultime auquel, à défaut d'autres choix possibles, il est nécessaire et opportun de se résoudre... Nombre de responsables politiques de pays du Sud - tout particulièrement parmi ceux qui prétendaient explorer une voie *progressiste* et endogène de développement - ont été ainsi conduits à privilégier ce nouveau secteur sans masquer leurs inquiétudes ni leurs regrets: en des termes quasi-similaires, les présidents Jomo Kenyatta et Fidel Castro ont évoqué publiquement ce *mal nécessaire*... Sous cet angle, le tourisme n'est plus vécu comme une opportunité ou une alternative mais comme une douloureuse obligation commerciale et économique dont les effets socio-politiques sont redoutables et redoutés, comme une réponse conjoncturelle imposée par des circonstances internationales qu'on ne peut maîtriser ni même infléchir;

- *la ruée du Sud vers les catalogues de vacances et les risques d'inadéquation offre-demande.* Pour simplifier cette dynamique complexe, il est commode de la décomposer en trois mouvements simultanés, étroitement interreliés dans la réalité touristique internationale :

- une recherche continue chez les opérateurs de tourisme (voyagistes, firmes hôtelières, clubs de vacances, etc.) de produits novateurs et originaux dont chaque nouveau catalogue doit obligatoirement s'orner au risque de ne pas soutenir la concurrence avec les autres producteurs, nationaux et étrangers, cet *enrichissement* progressif se produisant en général avec une certaine circonspection, au rythme de une à cinq destinations nouvelles pour chaque saison suivant l'ampleur des *disparitions* imposées par la conjoncture internationale; l'extension se fait le plus souvent par *métamorphisme*: une île supplémentaire dans un archipel déjà commercialisé, un circuit pionnier à partir d'une base territo-

- riale assurée, une zone régionale récemment ouverte aux visites touristiques dans un pays déjà inscrit au catalogue, etc.;

- un élargissement corrélatif du nombre de pays, territoires, régions et villes désireux de valoriser les atouts touristiques complaisamment inventoriés par les études de marché et, donc, candidats pour figurer dans les revues et catalogues comme dans les foires et salons professionnels; l'attention est moins attirée à cet égard par l'apparition sur le marché international de destinations et de produits *neufs* (dans l'océan Indien comme dans le Pacifique, en Afrique noire comme en Asie) que par le retour parfois inattendu de récepteurs qui s'en étaient exclus spectaculairement à la suite de troubles incontrôlés (Moyen-Orient, Afrique saharienne, orientale et méridionale, Sri Lanka, Péninsule indochinoise, Pérou, Cône Sud de l'Amérique, etc.) ou de décisions politiques (Chine, Birmanie, Tibet, Cuba, Algérie, Mauritanie, Madagascar, Ouganda, Tanzanie, Albanie, etc.) remises en cause aujourd'hui par l'urgence économique;

- un état permanent d'équilibre instable entre cette prolifération de l'offre - qu'elle soit spontanée ou sollicitée - et les fluctuations de la demande internationale, gouvernée beaucoup plus par les contingences socio-économiques et monétaires des pays émetteurs que par les séductions nouvelles des destinations exotiques. Cette inadéquation, lourde de conséquences pour les récepteurs du Sud, est en fait gérée par les grandes entreprises multinationales du transport, du voyage forfaitaire et de l'hébergement, la conjonction fréquente et croissante de ces trois fonctions au sein de firmes géantes intégrées ne pouvant conduire qu'à une affirmation de ce pouvoir exorbitant d'arbitrage; de façon significative, ce sont ces grandes sociétés, disposant d'un réseau mondial de destinations et d'un abondant *portefeuille* de produits diversifiés qui ont le mieux résisté à la *crise du Golfe*, voire en

ont tiré de substantiels avantages, au moins en parts de marché (cas spectaculaires de TUI en Allemagne ou de Nouvelles Frontières en France). Suivant leur attitude dans les négociations tarifaires d'avant-catalogue et aussi en fonction du degré de satisfaction des clients précédents, suivant la conjoncture géopolitique, telle ou telle destination sera privilégiée par les grands réseaux de production et de distribution touristique, un jour Cuba plutôt que la République Dominicaine, l'Espagne plutôt que la Tunisie, Maurice plutôt que la Réunion... avec la pénalisation éventuelle de pays et de régions ayant consenti d'importants investissements dans divers domaines (infrastructures, promotion, administration, formation) pour émerger sur la scène touristique internationale. Les *revenants* du tourisme international - après avoir longtemps manifesté leur méfiance vis-à-vis du système mondial et des acteurs principaux qui le contrôlent - sont eux-mêmes obligés de s'y conformer: pour relancer leur activité d'accueil, ils recherchent vigoureusement les investissements étrangers et la collaboration des firmes multinationales renommées, dans les domaines de l'hébergement, de la production-distribution des voyages, des études et de la formation, etc., sans rencontrer toujours le succès espéré.

Le tourisme Nord-Sud dans les turbulences internationales

Le problème de l'avenir des flux touristiques à long rayon de déplacement, avec toutes les incertitudes de la situation actuelle et, donc, des prolongements que l'on pourrait en imaginer, est ici posé et il est extrêmement complexe. Pour en faciliter l'approche, il est utile de répertorier rapidement les tendances et facteurs d'évolution dominants qui constituent en quelque sorte les variables du scénario des deux prochaines décennies.

- La prospective générale du tourisme mondial est plutôt optimiste, quels que soient les observateurs: une reprise du rythme de progression du mouvement international (de l'ordre de 4 %

par an d'ici la fin du siècle pour les arrivées, et de 5 % pour les recettes) est généralement prévue, compte tenu des divers paramètres généraux (urbanisation, temps libre, transports individuels et collectifs, propension au voyage, libéralisation et mondialisation, structuration professionnelle, etc.) et de la résistance de la consommation touristique aux à-coups conjoncturels, au moins sur le moyen terme (F. Frangialli parle à juste titre d'une *tendance obstinée à la croissance*). En hypothèse raisonnable, le flux international approcherait 650 millions d'arrivées et diffuserait 530 milliards de dollars de recettes en 2000, soit une multiplication par 1,50 et 2,30 respectivement au cours de la décennie qui débute; à ce rythme prolongé, le milliard d'arrivées serait frôlé en 2100, pour plus de 1200 milliards de dollars de recettes brutes!

- Les principes dominants de la distribution spatiale de ces flux supplémentaires demeurent beaucoup plus énigmatiques, l'observation minutieuse des mouvements des années récentes ne permettant guère d'en dégager une vision claire et indiscutable: vers quelles destinations, proches ou lointaines, les voyageurs se dirigent-ils de préférence, particulièrement en période d'incertitude internationale, en fonction de quel arbitrage obscur entre aspirations et moyens de les réaliser? Au rythme de la conjoncture saisonnière, les flux s'étalent ou se rétractent avec une étonnante flexibilité rendue possible par la prolifération des destinations et des produits offerts, et des moyens pour y accéder. La consultation des statistiques et des grands opérateurs de tourisme suggère une hypothèse qui demandera à être sérieusement testée: la demande internationale privilégierait simultanément les deux extrêmes, à la fois les destinations familières, sûres et moins coûteuses de la *première couronne* (domestiques, limitrophes, régionales) et les horizons lointains pratiqués par une clientèle touristique aisée, cherchant dans la nouveauté et le luxe une valorisation sociale de façade et aussi un environnement sans risque de saturation et de banalisation... Les destinations *moyen-courrier* (les *Méditerranées*, en somme) appartiennent ainsi aux couronnes les plus menacées, délaissées par ceux qui

peuvent financièrement se le permettre et souvent encore inaccessibles aux budgets modestes, la critique virulente du *tourisme de masse*, qui vise notamment ce type de pratique forfaitaire *concentrationnaire*, est pour beaucoup dans cette tendance à la désaffection relative. On n'omettra pas de relever qu'à la première alerte, ces destinations de première et deuxième couronnes regagnent les places perdues, comme semblent l'indiquer les premiers résultats de l'été 1991, pour le Bassin méditerranéen notamment! Sur les *temps longs*, à l'échelle des trois ou quatre dernières décennies, l'extension rapide du *rayon de balayage* du tourisme international (notamment, de la distance moyenne parcourue à l'occasion d'un voyage d'agrément ou d'affaires) est indiscutable et spectaculaire; une meilleure connaissance des comportements touristiques individuels dans leur continuité temporelle - qui reste à construire - ferait inévitablement apparaître des ruptures dans l'évolution générale, des *temps courts* de respiration, de recentrage sur les horizons familiers, avant de repartir sans doute à l'exploration de destinations nouvelles. Dans cette optique, l'attention devrait se porter à la fois sur les pratiques expérimentées et leurs modes de consommation fluctuante des espaces proposés, et sur les groupes sociaux en cours d'accession à la pratique touristique, tant domestique qu'internationale: la façon dont s'opèrent les choix de destination des uns et des autres est encore trop mal connue - au-delà des processus génériques déjà bien identifiés tels que fractionnement, segmentation, mondialisation - pour qu'on puisse valablement en tirer des enseignements permettant de construire un scénario tendanciel acceptable. On remarque bien, en tout cas, que le Sud, dans ce domaine également, est une entité trop vaste et variée pour être considérée globalement: la décomposition en bassins, couronnes et auréoles est indispensable pour faire apparaître les évolutions contrastées qui correspondent à la réalité observée.

- Les rôles et pouvoirs respectifs des foyers émetteurs du Nord et des pays récepteurs du Sud constitueront, à n'en pas douter, une des variables

déterminantes de l'évolution future. Au stade actuel, les grandes décisions - souvent implicites - qui modèlent la carte mondiale du tourisme relèvent du monde développé, tant pour ce qui concerne la fourniture des principaux flux (les courants Sud-Nord et Sud-Sud sont quasi-négligeables et le tourisme domestique dans les pays du Sud n'est qu'en cours d'émergence) que leur acheminement et leur maîtrise économique (aucun voyageur ni réseau de distribution important n'est basé dans un pays du Tiers-Monde et la première chaîne hôtelière qui en relève ne figure qu'à la 43^{ème} place des 200 leaders mondiaux!); en l'absence d'une hypothétique *OPEP du Tourisme* comme certains en rêvent dans les années 1970, le *système touristique international* est un instrument entre les mains des pays nantis et de leurs entreprises multinationales. La sécurité des voyageurs est devenue, de surcroît, un argument et un impératif tellement décisifs que la préférence accordée à une destination par les émetteurs du Nord s'appuie inévitablement sur des considérations et des exigences d'ordre socio-politique qui accentuent la situation de dépendance: sans jamais l'affirmer publiquement, le système touristique multinational s'est aisément satisfait des régimes les plus conservateurs et/ou les plus autoritaires, garants de l'ordre public, de la permanence des rapports internationaux et de la protection des étrangers... Il est donc logique de craindre, dans cette optique, que la multiplication des troubles internes dans un Tiers-Monde à la recherche de nouveaux équilibres - l'émergence démocratique peut aussi engendrer de tels *accidents!* - et des conflits localisés Nord-Sud (annoncés par beaucoup de futurologues et dont la crise du Golfe n'aurait été qu'une répétition générale) vienne gravement contrarier l'affirmation touristique du Sud, précédemment bien engagée. Le tourisme international, loin d'échapper aux turbulences internationales et aux soubresauts d'un nouvel *ordre mondial* en difficile gestation, en constitue, au contraire, un formidable révélateur, trop souvent - on le déplorera en terminant - occulté ou négligé. †